

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 34.611/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 20 décembre 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "autorisant l'administration fiscale à rendre une décision collective par voie de publication au Moniteur belge sur des recours administratifs en matière d'impôts sur les revenus", a donné le 5 février 2003 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 34.611/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 20 december 2002 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "dat de fiscale administratie toelaat een gemeenschappelijke beslissing betreffende administratieve beroepen inzake inkomstenbelastingen te nemen door middel van bekendmaking in het Belgisch Staatsblad", heeft op 5 februari 2003 het volgende advies gegeven :

Examen du projetDispositifArticle 2

1. L'article 376bis en projet a un double objet :

- d'une part, il habilite le Ministre des Finances ou son délégué à prendre une décision collective rejetant un ensemble de recours administratifs fondés sur un même grief d'inconstitutionnalité ¹ d'une disposition du Code des impôts sur les revenus ou du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus ² qui a été rejeté par la Cour d'arbitrage dans un arrêt préjudiciel constatant la validité de la règle incriminée;
- d'autre part, il prévoit que cette décision sera publiée au Moniteur belge;

Ces règles venant se substituer à celles imposant aujourd'hui qu'une multitude de décisions individuelles soient prises et notifiées personnellement à chaque contribuable réclamant.

(1) Dans le commentaire de l'article 2 de l'avant-projet de loi, l'hypothèse envisagée est celle de recours fondés sur le même grief tiré de la contrariété d'une norme de droit fiscal aux articles 10 et 11 de la Constitution. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait qu'il ne s'agit là que d'un cas possible d'inconstitutionnalité susceptible d'être tranché par la Cour d'arbitrage. Il faut également envisager, comme le texte en projet lui-même le permet, l'hypothèse d'une violation "des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions" (voir les articles 1^{er}, 1^o, et 26, § 1^{er}, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage).

(2) L'article 376bis en projet est applicable aux taxes instaurées par le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus en vertu des articles 2, 95 et 111 de ce même Code.

L'article 376bis, alinéa 2, en projet prévoit en outre que la décision publiée au Moniteur belge "est irrévocable sauf à l'égard de celui qui intente une action devant le tribunal de première instance dans le délai fixé par l'article 1385undecies du Code judiciaire" ³.

Sur chacun des deux aspects de son objet, la disposition en projet appelle les observations qui suivent.

2.1. Le commentaire de l'article en projet justifie le recours au mécanisme de la décision collective, en mettant l'accent sur l'autorité particulière des arrêts préjudiciels de la Cour d'arbitrage. Cette autorité présente deux aspects :

- d'une part, en vertu de l'article 28 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, "la juridiction qui a posé la question préjudicielle, ainsi que toute autre juridiction appelée à statuer dans la même affaire sont tenues, pour la solution du litige à l'occasion duquel ont été posées les questions visées à l'article 26, de se conformer à l'arrêt rendu par la Cour d'arbitrage";
- d'autre part, en ce qui concerne l'effet d'un arrêt préjudiciel de la Cour d'arbitrage à l'égard d'autres litiges, l'article 26, § 2, alinéa 3, 1°, de la loi spéciale précitée dispose que toute juridiction autre que la Cour de cassation et le Conseil d'Etat, n'est pas tenue de poser une question préjudicielle à la Cour d'arbitrage lorsque celle-ci a déjà statué sur une question relative au même grief d'inconstitutionnalité à propos de la même règle dans le cadre d'un autre litige; dans ce cas, la juridiction qui décide de ne pas interroger la Cour d'arbitrage, doit se conformer à l'arrêt préjudiciel qui a été rendu.

2.2. L'auteur du projet omet d'envisager l'hypothèse où la Cour d'arbitrage rend un arrêt rejetant le recours en annulation d'une disposition législative dont

⁽³⁾ Cet alinéa s'inspire de l'article 375, § 1^{er}, alinéa 2, du CIR.

l'inconstitutionnalité est également invoquée, dans des recours administratifs formés par des contribuables, sur la base d'un grief identique à celui rejeté par la Cour d'arbitrage.

Dans ce cas, conformément à l'article 9, § 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, l'arrêt de rejet rendu par la Cour d'arbitrage est obligatoire pour les juridictions en ce qui concerne les questions de droit tranchées par l'arrêt. Selon la doctrine, l'arrêt de rejet pour cause d'absence de fondement du recours "possède, en réalité, une autorité absolue qui s'impose erga omnes" ⁴. Il en résulte que les autorités qui sont chargées de l'exécution et de l'application des dispositions législatives visées par l'arrêt de rejet, "doivent, dans l'exercice de leurs fonctions respectives, tenir pour acquis que les griefs rejetés par la Cour ne peuvent pas être admis". En d'autres termes, lorsque la disposition législative en cause est une disposition du Code des impôts sur les revenus ou du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, le Ministre des Finances ou son délégué doit rejeter l'ensemble des recours administratifs fondés sur le grief d'inconstitutionnalité rejeté par la Cour d'arbitrage.

Par conséquent, lorsque la Cour d'arbitrage rend un arrêt de rejet d'un recours en annulation introduit contre une disposition du Code des impôts sur les revenus ou du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, il convient d'habiliter également le Ministre des Finances ou son délégué à prendre une seule décision de rejet portant sur l'ensemble des recours administratifs fondés sur le grief d'inconstitutionnalité rejeté par la Cour d'arbitrage. Le fonctionnaire délégué a marqué son accord sur ce point.

2.3. Il importe que le champ d'application de la procédure administrative instaurée par l'article en projet soit délimité avec précision. A cette fin, il convient que le texte en projet mentionne clairement :

(4) H. Simonart, "Le contrôle exercé par la Cour d'arbitrage", in La Cour d'arbitrage, Actualité et perspectives, Bruxelles, Bruylant, 1988, n° 173, p.181. Il en résulte que la solution donnée à la question de droit tranchée par l'arrêt de rejet "acquiert un caractère définitif. La même question ne peut, en effet, plus être soumise à la Cour, que ce soit à la suite d'une question préjudicielle ou à la suite d'un recours en annulation" (ibidem).

- d'une part, que l'ensemble des recours administratifs susceptibles de faire l'objet d'une seule décision de rejet doivent être fondés exclusivement sur un grief d'inconstitutionnalité de la disposition législative en cause;
- d'autre part, que la Cour d'arbitrage doit avoir été saisie du même grief que celui invoqué dans les recours administratifs. C'est en effet dans les limites du grief examiné par la Cour d'arbitrage que l'autorité de son arrêt doit être prise en considération.

2.4. De par son contenu, la disposition en projet trouverait mieux sa place entre l'article 375 et l'article 376 du Code des impôts sur les revenus 1992, car ce dernier article ne concerne plus la procédure de réclamation mais le pouvoir du directeur d'accorder un dégrèvement d'office.

2.5. Compte tenu des observations qui précèdent, il est proposé d'insérer un nouvel article 375bis, dont l'alinéa 1^{er}, serait rédigé comme suit :

"Art. 375bis. Le Ministre des Finances ou son délégué peut, par une seule décision motivée, rejeter l'ensemble des recours administratifs fondés exclusivement sur un grief tiré de l'inconstitutionnalité d'une disposition du présent Code, lorsque la Cour d'arbitrage, saisie du même grief, a rejeté un recours en annulation introduit contre la disposition contestée ou rendu un arrêt préjudiciel constatant la validité de cette disposition."

3. Il est dangereux et sans précédent de prévoir, à l'alinéa 2 de l'article 376bis (devenu l'article 375bis) en projet, que la publication de la décision au Moniteur belge vaut notification de cette décision à chacun des contribuables qui ont introduit la réclamation.

Ce faisant, l'auteur du projet déroge à un principe général de droit qui requiert que toute décision individuelle soit notifiée personnellement à l'intéressé.

De surcroît, il n'est pas impossible que dans l'un ou l'autre cas, le grief tiré de l'inconstitutionnalité d'une disposition du Code ne soit pas exactement identique à celui qui a fait l'objet de la décision de la Cour d'arbitrage, ou encore que la réclamation comporte un autre grief auquel le fonctionnaire qui rend la décision de rejet collective, n'aura pas nécessairement prêté attention. Il n'est pas non plus exclu que, saisie à nouveau d'une question préjudicielle sur la même règle, la Cour d'arbitrage se prononce différemment. Dans ces hypothèses, le contribuable conserve un intérêt à la réclamation qu'il a introduite. De plus, dans le recours dont il dispose devant le tribunal de première instance, le contribuable peut encore invoquer de nouveaux moyens. Il est donc primordial de sauvegarder ses droits. A cet effet, le contribuable doit pouvoir prendre connaissance, d'une part, de la décision et du recours organisé et d'autre part, du délai - ainsi que du point de départ de ce délai - dans lequel le recours doit être exercé. Ces conditions ne sont pas réunies lorsqu'une publication au Moniteur belge est prévue en lieu et place d'une notification donnée au réclamant.

Si l'on dispense l'administration de rendre autant de décisions individuelles identiques qu'il y a de réclamations dans le cas visé, il est essentiel d'assurer le respect du principe général de droit prérappelé et de prévoir une notification par extrait (qui ne doit pas reproduire l'identité de tous les réclamants) de la décision collective à chacun des intéressés par exemple par une lettre type. L'alinéa 2 de l'article 376bis (devenu l'article 375bis) en projet doit être revu en conséquence.

Article 3

Il y a lieu d'indiquer les modifications qui ont été apportées à l'article 2, alinéa 1^{er}, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus. Plus précisément, il convient d'écrire :

.../...

"Dans l'article 2, alinéa 1^{er}, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, remplacé par l'arrêté royal du 29 mars 1994 et modifié par les lois des 22 décembre 1998 et 4 mai 1999, (la suite comme au projet).".

Observation finale

L'intitulé de l'avant-projet ne correspond pas au contenu de celui-ci : d'une part, l'habilitation prévue à l'article 1^{er} de l'avant-projet concerne non seulement l'administration fiscale mais aussi le Ministre des Finances lui-même; d'autre part, l'objet de l'article 2 de l'avant-projet est étranger à la faculté de "rendre une décision collective par voie de publication au Moniteur belge sur des recours administratifs en matière d'impôts sur les revenus".

L'intitulé doit être adapté en conséquence. Il est proposé de le rédiger comme suit :

"Avant-projet de loi insérant un article 375bis dans le Code des impôts sur les revenus 1992 et modifiant l'article 2 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.".

Onderzoek van het ontwerp

Dispositief

Artikel 2

1. Het ontworpen artikel 376bis heeft een dubbele strekking :

- enerzijds staat het de Minister van Financiën of diens gemachtigde toe een collectieve beslissing te nemen tot verwerping van een geheel van administratieve beroepen die steunen op eenzelfde bezwaar van ongrondwettigheid ¹ van een bepaling van het Wetboek van de inkomstenbelastingen of van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen ², dat door het Arbitragehof verworpen is in een prejudicieel arrest waarin tot de geldigheid van de aangevochten regel wordt besloten;
- anderzijds schrijft het voor dat die beslissing bekendgemaakt wordt in het Belgisch Staatsblad.

(1) In de commentaar op artikel 2 van het voorontwerp van wet wordt het geval beschouwd van beroepen die steunen op eenzelfde bezwaar ontleend aan de omstandigheid dat een fiscale rechtsregel strijdig is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. De steller van het ontwerp wordt erop gewezen dat het slechts één mogelijkheid van ongrondwettigheid betreft die door het Arbitragehof kan worden beslecht. Ook een ander geval moet worden beschouwd, waarvoor in de ontworpen tekst zelf ruimte wordt gelaten, te weten het geval van schending van "de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten" (zie de artikelen 1, 1°, en 26, § 1, 1°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof).

(2) Het ontworpen artikel 376bis is krachtens de artikelen 2, 95 en 111 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen toepasselijk op de belastingen ingevoerd bij het laatstgenoemde Wetboek.

Die regels komen in de plaats van die welke thans voorschrijven dat een hele reeks individuele beslissingen moet worden genomen die persoonlijk ter kennis worden gebracht aan iedere belastingplichtige die een bezwaarschrift heeft ingediend.

Het ontworpen artikel 376bis, tweede lid, bepaalt voorts dat de in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakte beslissing "onherroepelijk is, behalve tegenover hem die een rechtsvordering instelt voor de rechtbank van eerste aanleg binnen de termijn vastgesteld door artikel 1385undecies van het Gerechtelijk Wetboek"³.

Over elk van beide aspecten van de strekking van de ontworpen bepaling dienen de hierna volgende opmerkingen te worden gemaakt.

2.1. In de commentaar op het ontworpen artikel wordt de aanwending van het mechanisme van een collectieve beslissing gerechtvaardigd, waarbij de klemtoon wordt gelegd op het bijzondere gezag van de prejudiciële arresten van het Arbitragehof. Dat gezag van gewijsde vertoont twee aspecten :

- enerzijds bepaalt artikel 28 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof het volgende : "Het rechtscollege dat de prejudiciële vraag heeft gesteld evenals elk ander rechtscollege dat in dezelfde zaak uitspraak doet, moeten voor de oplossing van het geschil naar aanleiding waarvan de in artikel 26 bedoelde vragen zijn gesteld, zich voegen naar het arrest van het Arbitragehof";
- anderzijds bepaalt artikel 26, § 2, derde lid, 1°, van de voornoemde bijzondere wet omtrent de gevolgen van een prejudicieel arrest van het Arbitragehof voor andere geschillen dat ieder ander rechtscollege dan het Hof van Cassatie en de Raad van State niet ertoe gehouden is een prejudiciële vraag te stellen aan het Arbitragehof indien het Hof reeds uitspraak heeft gedaan op een zaak waarbij eenzelfde bezwaar van ongrondwettigheid wordt opgeworpen met betrekking tot eenzelfde regel in een

⁽³⁾ Dit lid is geïnspireerd op artikel 375, § 1, tweede lid, van het WIB.

ander geschil; in dat geval moet het rechtscollege dat beslist het Arbitragehof geen prejudiciële vraag te stellen, zich voegen naar het gewezen prejudiciële arrest.

2.2. De steller van het ontwerp voorziet niet in het geval dat het Arbitragehof een arrest wijst waarbij het beroep tot nietigverklaring van een wetsbepaling wordt verworpen waarvan eveneens de ongrondwettigheid wordt aangevoerd, in administratieve beroepen ingesteld door belastingplichtigen, op basis van een bezwaar dat identiek is aan het bezwaar dat door het Arbitragehof is verworpen.

Overeenkomstig artikel 9, § 2, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof is in dat geval het door het Arbitragehof gewezen verwerpingsarrest bindend voor de rechtscolleges wat de bij dat arrest beslechte rechtspunten betreft. Volgens de rechtsleer bezit het arrest waarbij tot verwerping wordt besloten om reden dat het beroep niet gegrond is, in werkelijkheid een absoluut gezag dat geldt erga omnes⁴. Het gevolg daarvan voor de instanties belast met de uitvoering en de toepassing van de wetsbepalingen bedoeld in het verwerpingsarrest is : "(elles) doivent, dans l'exercice de leurs fonctions respectives, tenir pour acquis que les griefs rejetés par la Cour ne peuvent pas être admis". Met andere woorden, wanneer de desbetreffende wetsbepaling een bepaling van het Wetboek van de inkomstenbelastingen of van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen is, moet de Minister van Financiën of diens gemachtigde het geheel van de administratieve beroepen gegrond op het door het Arbitragehof verworpen bezwaar van ongrondwettigheid verwerpen.

Bijgevolg moet, wanneer het Arbitragehof in een arrest een beroep tot nietigverklaring ingesteld tegen een bepaling van het Wetboek van de inkomstenbelastingen of van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen verwerpt, ook de Minister van Financiën of diens gemachtigde in de mogelijkheid worden

⁽⁴⁾ H. Simonart, Le contrôle exercé par la Cour d'Arbitrage, in La Cour d'Arbitrage, Actualité et perspectives, Brussel, Bruylant, 1988, nr. 173, blz. 181. Daaruit volgt dat de oplossing van een rechtspunt dat bij het verwerpingsarrest wordt beslecht, definitief wordt. De auteur stelt tevens : "La même question ne peut, en effet, plus être soumise à la Cour, que ce soit à la suite d'une question préjudicielle ou à la suite d'un recours en annulation" (ibidem).

gesteld één enkele beslissing tot verwerping te nemen ten aanzien van het geheel van de administratieve beroepen gegrond op het door het Arbitragehof verworpen bezwaar van ongrondwettigheid. De gemachtigde ambtenaar heeft daarmee ingestemd.

2.3 De werkingssfeer van de bij het ontworpen artikel ingestelde administratieve procedure dient nauwkeurig te worden afgebakend. Daartoe dient in de ontworpen tekst duidelijk te worden vermeld dat:

- enerzijds, alle administratieve beroepen waaromtrent één beslissing tot verwerping kan worden genomen, uitsluitend gegrond moeten zijn op een bezwaar van ongrondwettigheid van de bewuste wetsbepaling;
- anderzijds, bij het Arbitragehof hetzelfde bezwaar moet zijn ingediend als het in de administratieve beroepen aangevoerde bezwaar. Het gezag van het arrest van het Arbitragehof moet immers in beschouwing worden genomen binnen de perken van het door dit Hof onderzochte bezwaar.

2.4. Gelet op de inhoud van de ontworpen bepaling , zou deze beter thuishoren tussen artikel 375 en artikel 376 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, daar het laatstgenoemde artikel geen betrekking meer heeft op de procedure voor het inbrengen van bezwaren, maar op de bevoegdheid van de directeur om een ontheffing van ambtswege toe te staan.

2.5. Gelet op de voorgaande opmerkingen, wordt voorgesteld een nieuw artikel 375bis in te voegen, waarvan het eerste lid geredigeerd zou zijn als volgt :

"Art. 375bis. De Minister van Financiën of zijn gemachtigde kan, bij één enkele gemotiveerde beslissing, alle administratieve beroepen verwerpen die uitsluitend gegrond zijn op een bezwaar dat is ontleend aan de ongrondwettigheid van een bepaling van dit Wetboek, wanneer het Arbitragehof, waarbij hetzelfde bezwaar is ingediend, een beroep tot nietigverklaring heeft verworpen dat is ingesteld tegen de omstreden bepaling of een prejudicieel arrest heeft gewezen waarin die bepaling rechtsgeldig wordt bevonden."

3. Het is gevaarlijk en zonder precedent om in het tweede lid van het ontworpen artikel 376bis (dat artikel 375bis is geworden) te bepalen dat de bekendmaking

.../...

van de beslissing in het Belgisch Staatsblad geldt als kennisgeving van die beslissing aan elke belastingplichtige die het bezwaar heeft ingediend.

Zodoende wijkt de steller van het ontwerp af van een algemeen rechtsbeginsel dat vereist dat van elke persoonsgerichte beslissing persoonlijk kennis wordt gegeven aan de belanghebbende.

Bovendien is het niet onmogelijk dat in een of ander geval het bezwaar ontleend aan de ongrondwettigheid van een bepaling van het Wetboek niet volstrekt hetzelfde is als het bezwaar waaromtrent het Arbitragehof een beslissing heeft genomen, of dat het bezwaar een andere grief bevat waaraan de ambtenaar, die de collectieve beslissing tot verwerping neemt, niet noodzakelijk aandacht heeft geschonken. Het is ook niet uitgesloten dat het Arbitragehof, mocht er wederom een prejudiciële vraag aan worden voorgelegd over dezelfde regel, een andere uitspraak doet. In die gevallen heeft de belastingplichtige nog steeds belang bij het bezwaar dat hij heeft ingediend. Voorts kan de belastingplichtige in het beroep dat hij kan instellen bij de rechtbank van eerste aanleg, nog nieuwe middelen aanvoeren. Het is dus van cruciaal belang zijn rechten veilig te stellen. Daartoe moet de belastingplichtige enerzijds kennis kunnen nemen van de beslissing en van het georganiseerde beroep en anderzijds van de termijn - alsmede van de aanvang van die termijn - waarbinnen het beroep moet worden ingesteld. Aan die voorwaarden wordt niet voldaan wanneer wordt voorzien in bekendmaking in het Belgisch Staatsblad in plaats van in kennisgeving aan de reclamant.

Als men het bestuur vrijstelt van de verplichting om evenveel identieke persoonsgerichte beslissingen te nemen als er bezwaren zijn in het betrokken geval, is het van wezenlijk belang de naleving van het voornoemde algemene rechtsbeginsel te verzekeren en te voorzien in een kennisgeving bij uittreksel (waarin de identiteit van alle reclamanten niet hoeft te worden opgenomen) van de collectieve beslissing aan eenieder van de belanghebbenden, bij voorbeeld met een typebrief. Het tweede lid van het

.../...

ontworpen artikel 376bis (dat artikel 375bis is geworden) moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 3

De wijzigingen die zijn aangebracht in artikel 2, eerste lid, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen dienen te worden vermeld. Meer bepaald schrijve men :

"In artikel 2, eerste lid, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, vervangen bij het koninklijk besluit van 29 maart 1994 en gewijzigd bij de wetten van 22 december 1998 en 4 mei 1999, (voorts zoals in het ontwerp)."

Slotopmerking

Het opschrift van het voorontwerp stemt niet overeen met de inhoud ervan : enerzijds heeft de machtiging waarin artikel 1 van het voorontwerp voorziet niet alleen betrekking op het fiscaal bestuur, maar ook op de Minister van Financiën zelf; anderzijds houdt het onderwerp van artikel 2 van het voorontwerp geen verband met de mogelijkheid om "een gemeenschappelijke beslissing betreffende administratieve beroepen inzake inkomstenbelastingen te nemen door middel van bekendmaking in het Belgisch Staatsblad".

Het opschrift moet bijgevolg worden aangepast. Voorgesteld wordt het te redigeren als volgt :

"Voorontwerp van wet houdende invoeging van een artikel 375bis in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en tot wijziging van artikel 2 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen."

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Madame
Mevrouw

J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Monsieur
de Heer

F. DEHOUSSE,

assesseur de la section de législation,
assessor van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

A.-C. VAN GEERSDAELE,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La note du Bureau de coordination a été présentée par M. P. BROUWERS, référendaire.

De nota van het Coördinatiebureau werd uitgebracht door de H. P. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS